

Montréal, un chantier pour la gauche

Anne Latendresse

Number 768, October–November 2013

Politique municipale : sortir du cul-de-sac

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/70212ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Latendresse, A. (2013). Montréal, un chantier pour la gauche. *Relations*, (768), 22–23.

Montréal, un chantier pour la gauche

Les années 1970-1980 ont donné naissance au FRAP, puis au RCM à Montréal. Ces partis ont eu comme ambition de placer le citoyen au cœur de la Ville. D'autres expériences ont suivi, remettant plus que jamais à l'ordre du jour l'importance de former des alliances et de penser des stratégies structurées autour du droit à la ville.

ANNE LATENDRESSE

L'auteure est professeure au Département de géographie de l'UQAM et directrice du Centre d'études et de recherche sur le Brésil (CERB)

Concentrant près de la moitié de la population du Québec, la grande région de Montréal est au cœur de la crise qui ébranle le monde municipal. Le portrait d'ensemble est bien sûr accablant. Mais cette situation révèle aussi à quel point la transformation de la ville et de la démocratie municipale passe par des changements institutionnels, la présence d'organisations syndicales et communautaires, de comités citoyens jouant un rôle actif et par le développement d'une véritable culture politique et urbanistique municipale.

UNE HISTOIRE À ÉCRIRE

Historiquement, en l'absence d'une véritable culture politique locale et malgré le fait que les petites et moyennes villes sont le plus souvent la chasse gardée des notables locaux, la gauche plurielle québécoise n'a pas démontré d'intérêt particulier pour la politique municipale. Bien sûr, on se rappelle du trop court épisode du Front d'action politique (FRAP) à Montréal, dans les années 1970, qui aspirait à déloger le populiste Jean Drapeau et à susciter un débat municipal sur les moyens à prendre pour améliorer les conditions de vie des travailleurs et des travailleuses. Plus tard, le Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM) a su rallier bon nombre de militants de divers horizons politiques et culturels autour d'un programme visant à rapprocher la Ville des citoyens et à moderniser l'institution municipale, notamment en introduisant des pratiques de consultation publique. Mais cette expérience a mal tourné en raison de nombreuses divisions internes et de l'incapacité (ou du manque de volonté?) du maire Jean Doré (au pouvoir de 1984 à 1988 et de 1989 à 1993) de réellement transformer la politique urbaine.

Ces deux expériences politiques étaient ancrées dans une vision du «droit à la ville» qui renvoie notamment au droit des citoyens de participer à la définition des principales orientations en matière économique, politique, sociale et culturelle. Constituant somme toute une paren-

thèse dans l'histoire de Montréal, elles n'ont été que l'amorce d'une réforme institutionnelle nécessaire pour repenser le rapport entre la Ville et les citoyens, amorce qu'il aurait fallu poursuivre et approfondir.

Par contre, depuis le début des années 2000, on assiste à l'émergence de démarches relativement nouvelles, appelant les Montréalais à s'approprier la ville. Notamment, entre 2001 et 2009, cinq sommets citoyens de Montréal ont rassemblé des centaines de personnes provenant de différents horizons géographiques, politiques, culturels et générationnels. Ils visaient à favoriser les échanges et les débats sur des pratiques et expériences qui relèvent de l'écologie et de la démocratie participative dans la ville, deux axes d'intervention locale conçus comme indissociables. S'inscrivant dans la mou-

Diverses initiatives mettent de l'avant la nécessité de redéfinir la relation entre les élus, les citoyens et l'institution municipale, et contribuent à repenser la place et le rôle des citoyens dans la planification et la gestion urbaines.

vance altermondialiste du Forum social mondial, à partir de 2007, ces sommets ont aussi été portés par un grand nombre d'acteurs collectifs dont la Coalition montréalaise des tables de quartier, la TROVEP, le regroupement montréalais des tables de femmes, les centrales syndicales, le Centre d'écologie urbaine de Montréal, etc. Bien qu'il soit difficile de dresser un bilan de ces démarches «horizontales, autonomes et non partisans», il n'en demeure pas moins qu'elles ont contribué à quelques avancées réformatrices telles que la Charte montréalaise des droits et responsabilités (2006), l'obtention du droit à l'initiative permettant à des citoyens de réclamer une consultation publique sur des enjeux de leur choix, le budget participatif de l'arrondissement Le Plateau Mont-Royal (2006-2009) et l'agenda citoyen, un outil d'éducation populaire pour promouvoir la démocratie participative et le renforcement du rôle des citoyens dans la ville.

Ces diverses initiatives mettent de l'avant la nécessité de redéfinir la relation entre les élus, les citoyens et l'institution municipale, et contribuent à repenser la place et le rôle des citoyens dans la planification et la gestion urbaines. Il s'agit, d'un côté, de créer des espaces de participation et de délibération qui renforcent le rôle et la place des citoyens dans la sphère municipale, tout en contribuant, de l'autre, à repolitiser les enjeux urbains dans l'espoir de rejoindre et de rallier ainsi les différentes composantes du mouvement





citoyens dans la sphère municipale. C'est, à notre avis, la présence de citoyens avisés et actifs et d'organisations de la société civile œuvrant auprès des élus et des fonctionnaires en matière de planification et de gestion urbaines qui constitue le garde-fou le plus efficace contre les tentatives de corruption et de collusion, en plus de contribuer à élargir et à consolider la démocratie locale.

Mais la stratégie de la gauche doit viser à ce que différents acteurs et organisations préoccupés de justice sociale,

Photo: © Pierre Crépo

urbain montréalais. Ce pari a d'ailleurs abouti, en 2009, à l'appel visant à créer un mouvement citoyen montréalais arc-en-ciel mobilisant les féministes, les écologistes, les syndicalistes, les altermondialistes, etc., dans une perspective indépendante, plurielle et non partisane qui aurait pu servir de chien de garde du bien public et de la ville comme lieu du vivre-ensemble. Pour un ensemble de raisons impossibles à résumer ici, cet appel ne sera toutefois jamais entendu.

UNE NOUVELLE PAGE D'HISTOIRE

Dans ce bref panorama, il faut aborder l'expérience de Projet Montréal, un parti politique qui a vu le jour en 2004. Connue du public pour ses préoccupations pour le transport et l'environnement, ce parti hétéroclite est composé de jeunes professionnels qui possèdent des expertises pointues sur des questions spécifiques comme le transport collectif, le transport actif, l'agriculture urbaine, etc. Des expériences-pilotes dans les arrondissements de Rosemont-La Petite-Patrie et Le Plateau Mont-Royal illustrent la volonté de Projet Montréal de promouvoir les quartiers comme espaces de vie des citoyens et des familles. Ce point positif est cependant amoindri par l'incapacité de Projet Montréal de sortir de certains créneaux spécifiques, certes importants pour la classe moyenne, pour se tourner davantage vers l'ensemble des ménages, dont un grand nombre peinent à boucler les fins de mois. De plus, la vision traditionnelle d'une ville gérée par « ceux et celles qui savent ce qui est bon pour les citoyens », c'est-à-dire les élus et les experts, semble prédominer au sein du parti. On est encore loin de penser au nécessaire partage du pouvoir entre les élus et les citoyens, partage pourtant possible en intégrant des dispositifs de démocratie participative. Ces derniers demeurent sans doute, pour le moment du moins, le principal moyen de sortir du cercle vicieux de la corruption.

UNE ALLIANCE DE LA GAUCHE

En vue des élections municipales du 3 novembre prochain, on ne peut qu'encourager la population montréalaise à voter pour des candidats qui sont réceptifs à des pratiques novatrices visant à renforcer le rôle et la place accordés aux

d'inclusion, d'écologie et de démocratie urbaine, créent des lieux de convergence en vue de construire une vaste alliance autour des enjeux urbains locaux. La construction d'un tel front populaire urbain montréalais pourrait se développer autour d'une plateforme commune intégrant les grands principes du « droit à la ville », soit la défense de la ville comme bien public et lieu du vivre-ensemble et le droit de toutes celles et de tous ceux qui l'habitent, sans égard à leur origine ethnique ou sociale, de définir et de décider de ses orientations.

Il pourrait également être envisageable de prôner un rapprochement entre la section montréalaise de Québec solidaire (QS) et Projet Montréal. Bien que QS intervienne à l'échelle nationale, il compte un certain nombre de militants comme François Saillant, Manon Massé ou Andrés Fontecilla, pour ne nommer que ceux-là, qui possèdent une expertise, des connaissances et une pratique qui leur ont permis, au fil des ans, de faire les liens entre la ville et des enjeux de justice sociale, de lutte contre la pauvreté, d'inclusion et d'intégration des immigrants, de défense des droits des femmes ou des gays et lesbiennes, notamment. Plus concrètement, leurs pratiques et expériences avec et auprès de ces populations leur ont permis de saisir l'importance de l'accès à un logement social pour une femme chef de famille monoparentale ou pour une famille immigrante, ou encore l'importance du rôle de l'éducation populaire dans les anciens quartiers industriels, cela sans parler des questions de justice sociale, d'accessibilité aux infrastructures et équipements collectifs, etc.

Parallèlement, il faut être attentif aux mégaprojets urbains et aux projets de revitalisation qui ouvrent très souvent la porte à la privatisation de la ville. Il est nécessaire de bloquer, avant qu'il ne soit trop tard, la gentrification des quartiers centraux et péri-centraux qui pousse les ménages à faible revenu hors de leurs quartiers. Bref, il est temps d'organiser une vaste alliance contre la néolibéralisation de Montréal et de (re)conquérir le droit à la ville comme l'ont proposé une multitude de mouvements populaires dans le monde, inspirés par l'appel lancé par le philosophe Henri Lefebvre, il y a maintenant un peu plus de 40 ans, dans son ouvrage *Le droit à la ville* (Seuil, 1968). ●